

LIBÉREZ NOS 6 CAMARADES

Travailleurs, jeunes et démocrates sont toujours plus nombreux à rejoindre le camp des idées nouvelles, le camp des travailleurs qui reprennent en main la lutte ouvrière abandonnée par les syndicats, le camp des prolétaires qui s'organisent pour leur propre émancipation, contre les bourgeois et les réformistes qui nous dominent, le camp des jeunes et des écoliers qui refusent la vie morne et soumise qu'on veut leur imposer.

Travailleurs, jeunes, démocrates, nous étions tous aux manifestations du Premier Mai, qui ont pris cette année une ampleur particulière.

A Lausanne, Deppen, le chef socialiste de la police municipale n'a jamais été aussi ridicule que ce Premier Mai. Il a défilé dans son petit groupe de représentants "notables" avec sur ses talons un cortège de plus de 2000 personnes, regroupées par ces mêmes organisations qu'il combat durant toute l'année avec sa clique.

CELA, PATRONS ET BOURGEOIS NE L'ONT PAS SUPPORTÉ.

De fait, ils ont essayé de frapper un peu partout en Suisse, pour tenter d'endiguer un peu cette vague montante:

- A Berne, des manifestants qui voulaient défiler avec la banderole "Paix du Travail - Paix des patrons" se font tabasser et emmener au poste par la police aux ordres des syndicats et du parti socialiste.

- A Bienne, la police arrête des prolétaires et des écoliers (jusque dans leur école) qui distribuent des tracts légaux pour le Premier Mai. Elle tente de fermer un restaurant où devait se tenir une assemblée après la manifestation.

- A la Chaux-de-Fonds, elle arrête des jeunes gens soupçonnés d'avoir fait des inscriptions murales appelant au Premier Mai.

A LAUSANNE NON PLUS LA POLICE N'EST PAS RESTÉE INACTIVE

LES FAITS

Dans la nuit de dimanche à lundi, des inscriptions murales appelant au Premier Mai et à la rupture de la paix du travail sont faites dans la région lausannoise. Une jeune fille, soupçonnée d'avoir fait le guet, se fait interpellier.

Jeudi 3 mai : La police de sûreté cantonale perquisitionne le local de Rupture pour le communisme, ainsi que divers appartements, à Lausanne et dans les environs. Au cours de ces perquisitions, elle arrête deux personnes, dont la jeune fille. Les deux sont mises au secret, elles n'ont donc pas le droit de voir un avocat pendant 8 jours.

Vendredi 4 mai : Nouvelles perquisitions. La police visite une maison habitée par une dizaine de personnes. Le mandat de perquisitions est rempli sur le pas de la porte. Les logements sont visités hors de la présence des locataires. La police saisit la liste des abonnés de notre journal "Rupture" (pense-t-elle ainsi trouver des "complices" ?). Le même jour, une personne qui avait dû remettre ses papiers d'identité à la police lors d'une interpellation, se fait arrêter lorsqu'elle va les rechercher. Elle est mise au secret.

Le même jour encore, un autre est arrêté au domicile de ses parents. Il est mis au secret lui aussi.

Un appartement de militant est visité clandestinement.

Samedi 5 mai : Rupture pour le communisme publie un communiqué qui sera largement diffusé. Les journalistes s'étonnent de se trouver face au silence absolu des juges et des policiers...

Lundi 7 mai : L'éditeur responsable des publications de "Rupture" est arrêté lorsqu'il va réclamer le fichier des abonnés, saisi en son absence. Un autre camarade, président des Jeunesses Progressistes (organisation dont est issue Rupture pour le Communisme) est convoqué à la police. Il n'en ressort pas. Tous deux sont immédiatement mis au secret.

Mardi 8 mai : Rupture choisit de briser le silence sur cette affaire et fait une conférence de presse et annonce une manifestation unitaire pour jeudi.

Il faut noter que la police et la justice sont particulièrement actives ces jours contre les organisations politiques. Elles mènent en parallèle la surveillance du congrès de la Ligue Marxiste Révolutionnaire à Epalinges (où on a découvert un micro émetteur), elles jugent des militants qui ont pris la parole dans les universités, elles perquisitionnent et font subir des interrogatoires prolongés. La police et les juges sont tellement actifs ces jours qu'ils sont systématiquement inatteignables lorsque les avocats et les journalistes leur demandent de s'expliquer sur ces pratiques scandaleuses.

En ce qui concerne les inscriptions murales, notre position est claire : Rupture n'est pas l'auteur de ces inscriptions mais cela ne nous empêche pas de donner notre position sur leur contenu.

Celui-ci s'inscrit dans la ligne de tout un large travail de mobilisation, mené par plusieurs organisations. Ce travail a conduit à la force de ce Premier Mai, où 2000 travailleurs se sont regroupés contre la politique de collaboration de classe, pour la reprise de la lutte ouvrière.

C'EST JUSTEMENT PARCE QUE CES INSCRIPTIONS ONT UN SENS REEL POUR UN NOMBRE CROISSANT DE TRAVAILLEURS QUE LA POLICE SE DECHAÎNE.



Spectaculaire évacuation d'un locataire par les policiers. — (Photopress)

Cette photo a été publiée il y a 2 jours par la Tribune. On veut nous habituer petit à petit à regarder ces faits scandaleux comme s'il s'agissait d'un spectacle quotidien. On veut nous habituer au scandale permanent des pratiques policières, qu'elles soient publiques ou secrètes. Et devant cela, il faudrait rester passif. En réalité, l'ordre que cette meute de policiers suréquipés défend contre des mains nues, quel est-il ? C'est l'ordre de la propriété privée. Et ce "désordre", quel est-il ? C'est le droit légitime que prennent des camarades d'occuper des maisons vides à bas loyer, pour exiger qu'on les remette aux prolétaires.

UN SCANDALE QUI VA DURER SI NOUS LAISSONS FAIRE.

ON A RAISON DE DENONCER LES PRACTIQUES DE LA POLICE ET DES JUGES

Les personnes et les camarades arrêtés subissent une détention prolongée qui dépasse de loin les peines qu'on pourrait leur infliger, à supposer qu'ils soient coupables des inscriptions murales. Le motif : les personnes arrêtées ne parlent pas. C'est vrai : elles ne parlent pas parce qu'elles n'ont rien à dire, malgré les pressions psychologiques que peuvent exercer sur eux des policiers, travaillant dans l'ombre de leur cachot, s'amusant à confronter les inculpés, à mentir systématiquement sur ce qu'a dit l'un ou l'autre pour extorquer des aveux.

Ces personnes et camarades arrêtés sont mis au secret parce qu'il y aurait risque de collusion, selon la police et les juges. Ces derniers tiennent à viser Rupture dans cette affaire. Il est nécessaire pour eux de faire croire au préalable que les inculpés sont de dangereux subversifs et qu'il y a collusion entre eux, bien qu'aucune preuve réelle ne soit établie, et que celles qui pourraient en être seront le fait des élucubrations du juge de Vevey, un fanatique de l'anticommunisme. En nous traitant de subversifs, ils veulent faire peur aux bourgeois, pour qu'ils se fanatisent contre tout mouvement de libération. En fichant et persécutant des camarades, ils veulent faire peur à ceux qui sont proches des idées nouvelles. Mais ces tentatives d'isolement échouent, comme l'a démontré le Premier Mai.

Nous avons toujours refusé le jeu des étiquettes d'organisation subversive ou pas. Nous sommes une organisation communiste dont le but avoué et clair est d'abattre le régime capitaliste et l'Etat bourgeois. C'est une nécessité pour que les travailleurs sortent enfin de la situation précaire dans laquelle les plaçant en permanence les capitalistes en les faisant vivre d'un salaire pour, eux, accaparer toutes les richesses produites. C'est une nécessité pour que le peuple ne soit plus dominé et dirigé par les bourgeois dont la démocratie s'applique contre le peuple. Où est la liberté formelle de s'organiser dans les défendre nos salaires ? Où est la liberté de réunion, d'association quand le plus petit moment de démocratie directe dans les quartiers, les écoles, les casernes est immédiatement pollué par des flics en civil ou en uniforme, des juges et des tribunaux, prêts à mener toutes les pressions nécessaires (manifestation du premier mai 1973 à Lausanne).

saires pour tenter de diviser et de liquider toute tentative de libération ? Où est la liberté de la presse et de l'information quand celle-ci ne dépend que des puissances financières et de l'Etat ? Où est la liberté des peuples quand les impérialistes mènent des guerres d'extermination et que les bourgeois des citadelles les soutiennent activement ?

Partout dans le monde, les masses elles-mêmes se révoltent et s'organisent contre les régimes bourgeois, qui veulent y voir l'action de minorités subversives. En réalité, ce sont les conditions de vie toujours plus insupportables qu'elles doivent subir qui entraînent les masses à combattre les bourgeois. Elles veulent en tout et partout échapper à la minorité qui nous domine et établir le pouvoir de la majorité au service de la majorité.

La légalité bourgeoise est déjà un scandale à elle seule. Elle ne défend pas "des individus" comme elle le prétend, mais des propriétaires. Et plus la propriété est grosse, plus la défense des appareils de police et de justice est acharnée. Elle ne défend pas la liberté mais la liberté de commerce. Tout doit s'acheter et se vendre, la justice comme le reste.

Cette justice ne dépasse pas les bornes seulement face à des camarades arrêtés mais face à tous les prolétaires, les travailleurs et particulièrement les immigrés, les jeunes qui doivent subir des vexations continuelles (boguets, loisirs). A chaque fois, la police et les tribunaux visent à isoler des individus qu'ils broient à l'aide de lois et de règles administratives qui restent incompréhensibles pour la grande majorité.

Face à cela, la riposte nécessaire, c'est la solidarité, c'est le point de vue collectif qui doit s'affirmer, c'est la mobilisation de tous les camarades et les démocrates qu'il faut faire immédiatement. Il n'y a pas d'autres possibilités pour obliger la police à sortir de son silence, pour la contraindre à ne plus agir en secret et à limiter ses manœuvres répressives.

IL FAUT QUE PARTOUT ET TOUJOURS LA POLICE ET LES JUGES SE TROUVENT FACE A UNE FORCE ORGANISEE. IL FAUT DEMANDER DES COMPTES SUR TOUTES LES PRACTIQUES DE LA POLICE ET DES JUGES. OUI ILS VISENT UNE ORGANISATION OU UN SEUL D'ENTRE NOUS.



SI LES CAMARADES SONT LIBERES... LIBEREZ NOS CAMARADES ... ILS VIENDRONT TEMOIGNER

LEVEE DE TOUTES LES INCULPATIONS

DENONÇONS LES PRACTIQUES DE LA POLICE ET DES TRIBUNAUX

MANIFESTATION JEUDI 10
CHAUDERON 18 H. 30

RUPTURE
pour le communisme

Editeur resp. Jeunesse Progressiste Chauderon 5 Lausanne
Réd. resp. M. Troillet Imp. Offset Vaugondry